

Article

« La mondialisation des conflits : encore un siècle de rébellion ? »

Sidney Tarrow

Études internationales, vol. 24, n° 3, 1993, p. 513-531.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703207ar>

DOI: 10.7202/703207ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

La mondialisation des conflits : encore un siècle de rébellion ?*

Sidney TARROW**

En 1975, lorsque les Tilly ont publié leur ambitieuse étude sur un siècle de conflits en France, en Allemagne et en Italie¹, on pouvait penser qu'ils avaient choisi leur période d'étude au hasard. En fait, ils ont dit avoir été guidés dans leur choix par un mélange de « lâcheté, de sens pratique et de calculs ». En dépit de la modestie dont ils faisaient preuve, il faut reconnaître que la méthode qu'ils ont utilisée était sensée, étant donné qu'entre 1830 et 1930, les trois pays ont connu « l'apparition d'une économie industrielle urbaine, la consolidation de leur statut d'État-nation puissant, et une réorientation des actions collectives (viii). »

Pour sa part, James Rosenau a tenu des propos encore plus audacieux. Dans son ouvrage, intitulé *Turbulence in World Politics*², il considère la période qui a débuté après la Deuxième Guerre mondiale et se poursuit aujourd'hui comme le début d'une nouvelle période d'« agitation internationale », que l'on n'avait jamais connue depuis le traité de paix de Westphalie. Lorsqu'il parle d'« agitation internationale », Rosenau fait allusion

... à un contexte d'interdépendance toujours plus marquée, dans lequel la main-d'œuvre est de plus en plus spécialisée et le nombre d'intervenants augmente en conséquence ; aux tendances à la centralisation et à la décentralisation qui influent sur l'identité et sur le nombre d'acteurs présents sur la scène internationale ; aux nouvelles orientations qui sont en train de transformer les rapports de force entre les intervenants ; et à la dynamique des virages structurels qui donnent lieu à de nouvelles ententes, grâce auxquelles les intervenants peuvent poursuivre leurs objectifs (p. 7).

* Le présent document s'inspire de deux présentations antérieures : « The Globalization of Conflict: Isn't this where we came in ? », lors de l'assemblée annuelle de l'APSA, en 1991, et « 1989-91: The End of One Rebellious Century or the Start of Another », présenté lors du National Symposium on the Unexpected Europe, University of Maryland, 15 novembre 1991. Je tiens à remercier Jerry MARWELL, Pam OLIVER, Jim ROSENAU, Dan THOMAS, Charles TILLY et Ari ZOLBERG pour leurs commentaires relatifs à mes articles précédents.

** Professeur au Département de science politique de l'Université Cornell, Ithaca, N.Y.

1. Charles TILLY, *The Rebellious Century: 1830-1930*. Cambridge, Harvard University Press, 1975.
2. J. ROSENAU, *Turbulence in World Politics: A Theory of Change and Continuity*. Princeton, Princeton University Press, 1990.

Si Rosenau est convaincu que nous traversons une période d'agitation internationale sans précédent, c'est notamment à cause d'«une augmentation sensible du nombre d'actions collectives spontanées» (p. 369). Il dépeint ce climat d'agitation de manière très réaliste :

... à seulement quelques semaines d'intervalle, on a observé de très importants mouvements de foule en Pologne, en Iran, aux Philippines, en Afrique du Sud, au Tibet, en Cisjordanie, en Haïti, en Corée du Sud, en Birmanie, en Chine et à Panama ; dans tous ces pays, les rassemblements se sont faits très rapidement et avec une grande cohésion... (p. 369)³.

Voici quelques-unes des raisons qu'invoque Rosenau pour justifier la forte incidence et la multiplication rapide des actions collectives au cours des dernières décennies : le développement mondial des facultés d'analyse et du potentiel émotionnel (p. 373 *et seq.*) ; la complexité de plus en plus grande et la centralisation du pouvoir politique, et les tentatives de certaines personnes de s'approprier ce pouvoir (p. 379) ; les sentiments de légitimité de citoyens qui se basaient auparavant sur la tradition et les habitudes, mais tiennent aujourd'hui à ce que leurs dirigeants réussissent ce qu'ils entreprennent (p. 381). L'impact de la mondialisation de la télévision vient renforcer ces tendances (p. 382). Les travaux de Rosenau soulèvent la question suivante : «Est-ce que la multiplication des actions collectives dans de nombreux points du globe peut se traduire par une vague d'agitation mondiale appelée à durer ?»

I – Vagues et cycles

Si la réponse à la question ci-dessus est «oui», la thèse de Rosenau a trois conséquences principales sur l'étude des actions collectives et des mouvements sociaux, qui sont d'ordre historique, méthodologique et prévisionnel :

Premièrement, étant donné que les tendances qu'il observe sont à la fois linéaires et structurelles (et pas seulement cycliques ou contingentes), s'il est dans le vrai, le monde est tout d'abord entré dans une longue période d'agitation internationale avec les mouvements de décolonisation, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les mouvements étudiants et les mouvements de défense des droits civiques des années 60, les mouvements fémi-

3. Rosenau donne des détails sur un certain nombre de situations : à Taiwan, au cours de la première année qui a suivi l'abolition de la loi martiale, plus de 1 700 manifestations de rues ont été organisées ; en 1980 en Pologne, le mouvement Solidarité s'est répandu tellement rapidement que même ses leaders ont été pris par surprise ; le soulèvement qui a fait basculer le gouvernement en août 1988 a été tout aussi soudain ; les reportages sur les émeutes qui ont eu lieu en Chine en 1989 ont montré que ces événements ont été spontanés et que la coalition s'est formée rapidement ; on peut dire à peu près la même chose de la prise de l'ambassade des États-Unis à Téhéran en 1980, et aux Philippines en 1986. J. ROSENAU, *op. cit.* p. 29.

nistes et de protection de l'environnement dans les années 70 et 80, les mouvements démocratiques et nationalistes dans les pays de l'Est à la fin des années 80 et au début des années 90 sont tous là pour témoigner d'une vague de rassemblements populaires et d'agitation à l'échelle de la planète.

Deuxièmement, si chacun de ces mouvements, apparemment indépendants, n'était rien de plus qu'un *incident de parcours* [en français dans le texte] survenant au cours d'une période marquée par des mouvements internationaux interdépendants, nous nous tromperions peut-être en imputant la mobilisation des foules à des motivations d'ordre psychologique, aux ressources organisationnelles ou aux États-nations. Il faudrait en outre reconsidérer toute une tradition d'étude des mouvements sociaux au cours des trente dernières années.

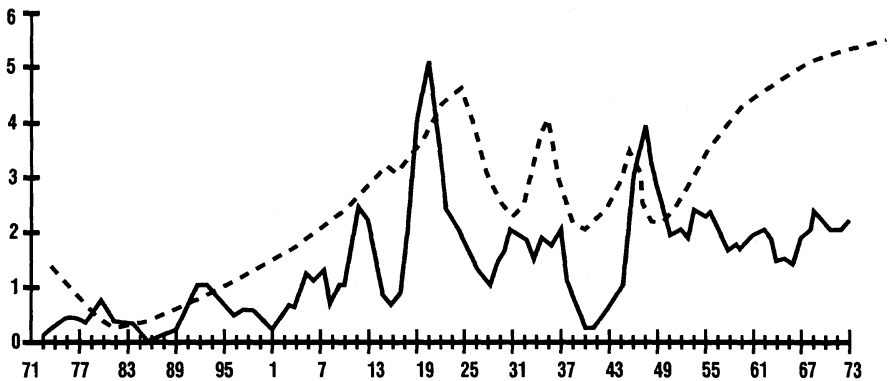
Troisièmement, si les causes de l'agitation mondiale sont aussi structurelles et linéaires que l'affirme Rosenau, rien ne permet de supposer que la vague d'agitation qui a commencé dans les années 50 sera bientôt terminée. S'il a raison sur ce point, cela signifie peut-être que nous nous dirigeons vers une convergence des perturbations politiques observées dans les pays occidentaux industrialisés, les anciens systèmes étatisés socialistes et les pays en développement du Sud.

Par le passé, certains observateurs ont déjà prévu de longues périodes d'action collective. Il nous suffit de penser aux réactions à la Révolution française de 1789 ; à la révolution qui a gagné toute l'Europe en 1848 ; aux événements de 1917 en Russie ; à la création du Front populaire en France et en Espagne ; et même aux années soixante aux États-Unis. Au cours de chacune de ces périodes, les observateurs ont craint – ou espéré – l'apparition d'une vague permanente d'agitation et l'effondrement du pouvoir des gouvernements, à cause de la gravité des conflits, de la propagation rapide et importante des actions collectives, de l'apparition de nouveaux mouvements et organisations, des innovations au chapitre des répertoires des moyens de contestation, et les nouvelles revendications, plus ambitieuses, provenant des intervenants sociaux en colère.

Mais dans la réalité, ces explosions ressemblaient plus souvent à des cycles à court terme qu'à de longues vagues d'agitation. Par exemple, la figure 1 illustre la comparaison que Beverly Silver établit entre les prévisions d'une augmentation des luttes de classes après la Deuxième Guerre mondiale, faites par Mandel en 1980, et les données qu'elle a collectées avec Giovanni Arrighi à partir des articles publiés dans le *Times* de Londres et le *New York Times*. Tandis que Mandel annonçait une augmentation progressive des luttes de classes à partir de 1945, les données recueillies par Silver et Arrighi indiquent un nombre record de conflits de travail après la Deuxième Guerre mondiale, qui sont allés en diminuant dans les années cinquante et n'ont jamais atteint un niveau comparable, même pendant les turbulentes années 60.

On constate les mêmes phénomènes pour ce qui est des formes d'action collective moins institutionnalisées. Plutôt que de révéler une augmentation cumulative au fil du temps, les violents événements survenus en France entre 1832 et 1957, et consignés par les Tilly, révèlent certaines périodes particulièrement agitées (1830-1832, 1846-1852, 1902-1913 et 1934-1937), ponctuées de perturbations beaucoup plus mineures et de périodes de paix sociale relative⁴. À cause du climat agité des années 60 et du début des années 70, certains ont craint l'anarchie et les perturbations, mais les actions collectives sont finalement demeurées conventionnelles.

FIGURE 1
La lutte des classes en Europe



Ligne continue : indice de gravité (moyenne de déplacement de 3 ans), 1870-1914 : *New York Times* ; 1906-1985 : *New York Times & London Times*.

Ligne pointillée : tracé de Mandel (1980 : 50) symbolisant la lutte des classes en Europe.

Même en Italie, où le terrorisme a fait douter de l'avenir de la démocratie, les données recueillies durant une décennie de grèves, de manifestations, d'émeutes et de violents chocs politiques ont révélé que les formes conventionnelles d'action collective étaient beaucoup moins courantes que le recours à la violence ou à la confrontation. Et lorsque les actions de différents groupes ou collectivités ont été étouffées, elles répondaient à différents schémas logiques et correspondaient à une alternance de périodes de recrudescence et de déclin de l'agitation⁵.

4. C. TILLY, *The Rebellious Century*, *op. cit.*, p. 56. Les données recueillies par les Tilly sur l'Allemagne sur une période pratiquement identique révèlent un déséquilibre encore plus flagrant : vingt pour cent des 952 événements violents recensés entre 1816 et 1913 se sont produits entre 1847 et 1849 (pp. 209 et 210).
5. Sidney TARROW, *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*. Oxford, Oxford University Press, 1989. Les données relatives aux conflits conventionnels, aux confrontations et aux événements violents figurent au chapitre 3, et les données sur le chevauchement des manifestations des acteurs sociaux, au chapitre 4.

A — Causes fondamentales et relationnelles

Les phénomènes de recrudescence et de déclin de l'agitation sont plus caractéristiques de l'histoire du monde moderne occidental que les longues périodes de rébellion. Pourtant, les théoriciens prévoient souvent une amplification de l'agitation à long terme lorsque surviennent soudainement des soulèvements collectifs. Pour quelles raisons ? La raison principale d'une telle logique tient au fait que nous cherchons les causes de notre propension de plus en plus forte aux actions collectives dans des habitudes sociales séculaires (par exemple, en matière de croissance démographique, d'urbanisation, d'éducation et de prolétarianisation)⁶. Mais les tendances observées depuis des siècles en matière de potentiel fondamental de contestation ne peuvent expliquer les cycles et la recrudescence de l'agitation à court terme que lorsqu'elles sont atténuées par des variables *beaucoup moins* anciennes (telles que les événements déclencheurs, les cycles économiques et les occasions politiques).

Selon Rosenau, l'amplification de l'agitation est généralement provoquée par un changement du potentiel fondamental de contestation : par exemple, l'«évolution des capacités d'analyse et du potentiel émotionnel des gens... la complexité et la centralisation de plus en plus poussées du pouvoir politique... les sentiments de légitimité de citoyens qui se basaient auparavant sur la tradition et les habitudes, mais tiennent aujourd'hui à ce que leurs dirigeants réussissent ce qu'ils entreprennent... l'impact de la mondialisation de la télévision...». De telles tendances et leurs effets potentiels sur le climat d'agitation vont rappeler des souvenirs à ceux qui ont connu la théorie de la modernisation dans les années 50 et 60, époque à laquelle la communication de masse, l'éducation et la mobilisation sociale généraient des exigences plus poussées de la part du public et des capacités plus étendues⁷.

-
6. On peut en dire autant des soi-disant «nouvelles» théories du mouvement social des années 80, de la théorie de la mobilisation des ressources dans les années 70, ou encore de celle du comportement collectif dans les années 60. Sur la mobilisation des ressources, voir Mayer ZALD et John McCARThY dir. *Social Movements in an Organizational Society*. New Brunswick, N.J., Transaction Press, 1987. Pour avoir un résumé de cette approche et de la tradition du comportement collectif qui l'a précédée, voir Doug McADAM, *The Political Process and the Development of Black Insurgency*. Chicago, University Press of Chicago, 1982, chap. 1 et 2. À propos des «nouveaux mouvements sociaux», voir *Social Research*, 1985, en particulier les articles de Cohen, Melucci et Offe. Jean COHEN, «Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements», *Social Research*, 1980, vol. 52, pp. 663-716; Alberto MELUCCI, «The New Social Movements: A Theoretical Approach». *Social Science Information*, 1980, vol. 19, pp. 199-226; Claus OFFE, «New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics», *Social Research*, 1985, vol. 52, pp. 817-868.
 7. Daniel LERNER, *The Passing of Traditional Society*, 1958, qui décrit les thèses de la modernisation les plus empiriques.

En fait, notre propension à manifester est certainement liée à notre éducation, à notre richesse et à notre position sociale. Mais si nous étudions les périodes d'agitation et d'action collective qui ont marqué l'Histoire, nous pouvons en attribuer l'origine à des variables *relationnelles* plutôt qu'à des variables fondamentales : l'évolution des relations entre les autorités et ceux qui défient l'autorité ; entre les mouvements et les contre-mouvements ; entre le changement politique et le changement économique ; et entre la violence de masse et les luttes pour l'accession au pouvoir politique. Les tendances qui caractérisent depuis des siècles le potentiel de contestation et les réclamations ne correspondent pas tout à fait aux cycles à court terme d'action collective qui ponctuent généralement l'Histoire du monde moderne. Elles correspondent beaucoup plus au changement de ce que Peter Eisinger a appelé la « structure des occasions politiques ».

B — Structure des occasions politiques et action collective

En examinant à nouveau les données recueillies par Arrighi et Silver sur l'intensité de la lutte des classes au xx^e siècle (Figure 1), nous voyons déjà les signes de l'importance de l'ouverture politique : les deux périodes les plus actives en matière de grèves ont immédiatement suivi la Première et la Deuxième Guerre mondiale, au moment où la classe ouvrière se libérait des contraintes imposées par la guerre et se promettait une place au soleil amplement méritée, et où le droit de vote se généralisait et voyait donc l'apparition de nouveaux mouvements et partis, attirés par un électorat beaucoup plus nombreux. La recrudescence des conflits de travail au vingtième siècle a créé de nouvelles occasions politiques après les deux guerres mondiales.

Les occasions politiques peuvent également résulter des fréquents changements d'orientation des systèmes politiques nationaux. C'est précisément le changement d'orientation de l'électorat américain qui a été à l'origine du *New Deal* et de l'arrivée au pouvoir des administrations Kennedy et Johnson, et qui a permis à un grand nombre de mouvements de contestation civiques ou syndicaux de voir le jour⁸. On peut dire la même chose du Front populaire, porté au pouvoir en France en 1936⁹. Le dérèglement partiel de la vie politique italienne au début des années 60 a ouvert des portes aux acteurs qui se trouvaient en marge du système¹⁰. Fait plus important, les réformes de Gorbatchev ont encouragé les groupes de dissidents des satellites de l'Union soviétique à s'organiser et les gens de la rue à se rebeller¹¹.

8. À propos du *New Deal* et des réformes entreprises par les administrations Kennedy et Johnson, voir Francis Fox PIVEN et Richard CLOWARD, *Poor People's Movements: How They Succeeded and Why They Failed*. New York, Vintage, 1977.

9. Joel COLTON, Léon BLUM ; *Humanist in Politics*. New York, Knopf, 1966, chap. 5.

10. S. TARROW, *Democracy and Disorder*, chap. 2. Voir aussi Joseph LAFALOMBARA, *Democracy, Italian Style*, 1987.

11. Voir Valerie BUNCE et Dennis CHONG, «The Party's over: Mass Protest and the End of Communist Rule in Eastern Europe», communication présentée à l'American Political Science Association.

Les structures des occasions politiques varient en fonction de la facilité d'accès aux institutions ; de la présence ou de l'absence d'alliés influents ; des ruptures qui se produisent au sein de l'élite. Elles varient aussi en réaction au regain de tolérance vis-à-vis des mouvements sociaux et politiques indépendants¹². Les cycles de manifestations offrent également de nouvelles occasions aux leaders – aussi bien à ceux qui essaient de prendre la tête d'un mouvement d'insurrection qu'à ceux qui tentent de contrôler la contestation en exigeant des réformes. S'il est difficile de savoir en quoi vont consister les réformes après une période de manifestations, c'est en partie parce que ceux qui les adoptent les appliquent généralement avec une orientation différente de celle que préconisaient les manifestants.

Eisinger a pu faire une analyse transversale du fonctionnement de la structure des possibilités politiques, parce qu'il se basait sur une situation pratiquement expérimentale pour tester les effets sur le mouvement de contestation des variations d'occasions politiques : il s'agit de la variété des systèmes politiques gouvernementaux aux États-Unis. Mais les actions collectives de grande envergure peuvent également être interprétées comme une réaction collective des citoyens, des groupes ou de l'élite à l'apparition de nouvelles structures d'occasions politiques *avec le temps*. Selon un certain nombre d'observateurs qui se sont exprimés sur la question depuis l'article innovateur de Eisinger, pour comprendre à quel moment les gens de la rue décident d'intervenir collectivement à leurs risques et périls, il faut étudier non plus les données démographiques ou psychologiques, mais les possibilités politiques qui s'offrent à eux. Dans un tel contexte, il est plus facile d'expliquer les cycles de contestation par un changement d'ampleur et d'orientation de ces possibilités politiques.

C — Occasions politiques et cycles d'agitation

En théorie, il est facile d'expliquer pourquoi les actions collectives surviennent en cycles courts plutôt qu'en longues vagues d'agitation¹³.

-
12. Voir Peter EISINGER, «The Conditions of Protest Behavior in American Cities,» *American Political Science Review*, 1973, vol. 67, pp. 11-28 ; Francis FOX PIVEN and Richard CLOWARD, *op. cit.* ; McADAM, *op. cit.* ; Herbert KITSCHOLT, «Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies,» *British Journal of Political Science*, 1986, vol. 16, pp. 57-85 ; Mary F. KATZENSTEIN and Carol McCLURG MUELLER, dir. *The Women's Movements of the United States and Western Europe: Consciousness, Political Opportunity and Public Policy*. Philadelphia, Temple University Press, 1987 ; Sidney TARROW, «Old Movements in New Cycles of Protest: The Career of an Italian Religious Community,» in Bert KLANDERMANS, Hanspeter KRIESI and Sidney TARROW, dir., *From Structure to Action: Comparing Social Movements across Cultures*. *International Social Movement Research*, Vol. 1. 1988, Greenwich, Conn. JAI, pp. 281-304 ; *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford and New York, Oxford University Press, 1989, and *Power in Movement: Collective Action, Social Movements and Politics in the Modern State*, New York, Cambridge University Press, 1994.
 13. J'ai résumé certaines des explications les plus répandues dans *Struggle, Politics and Reform: Collective Action, Social Movements and Cycles of Protest*, Cornell University, Western Societies Papers, 1989, chap. 3.

Rares sont les gens qui osent se lancer dans des mouvements de contestation de longue haleine. La plupart des mobilisations de masse se produisent uniquement lorsque les gens de la rue sont convaincus qu'ils obtiendront gain de cause, ou tout au moins qu'ils échapperont à la répression. Ces mêmes gens sont assez vite lassés ou démoralisés par les actions collectives. Les forces de police et les autorités politiques, tout d'abord désorientées par l'agitation de masse, ne tardent pas à unir leurs efforts et apprennent comment réprimer les agitateurs et désarmer, ou mettre au pas, leurs partisans.

En général, lorsqu'ils obtiennent des concessions, les gens de la rue qui avaient organisé des actions collectives par défaut se démobilisent assez rapidement ; malheureusement, la répression a le même effet sur eux, sauf aux premiers stades de la mobilisation. À leur manière, les leaders des divers mouvements contribuent à la démobilisation parce que ce sont eux qui l'organisent. Tout d'abord inquiets à l'idée d'appeler les gens à prendre les armes, ils apprennent vite qu'il est difficile de mobiliser les foules, et encore plus difficile de les contrôler, et tentent de substituer l'action à l'organisation. Le schéma type de l'institutionnalisation prend ensuite rapidement le pas – et mène souvent à une contre-réaction de violence sectaire de la part des activistes les plus engagés.

Les différents degrés d'agitation résultent plus souvent de changements observés en matière d'occasions politiques que d'une augmentation sensible du potentiel de contestation. Ainsi qu'en ont conclu les Tilly au terme de leur étude sur le dernier siècle de rébellion, « la fréquence des actions collectives dépendait dans une très faible mesure des moments où se produisaient les mouvements de population, des changements apportés à l'organisation du travail, ou encore de l'apparition des innovations technologiques. Elle dépendait énormément des revirements de situation en matière de lutte pour le pouvoir (p. 61). »

II – Retour au présent

Voilà qui nous amène à parler de la période actuelle, marquée par une agitation évidente, et à nous demander si nous sommes au début d'une longue vague de contestation comme celle qui a marqué le dernier « siècle de rébellion ». Par exemple, les activistes des mouvements regroupant les étudiants, les environnementalistes ou les femmes se sont organisés, à la fin des années 60 et dans les années 70 ; les mouvements pacifistes se sont multipliés à travers l'Europe au début des années 80 ; les Philippins et les Birmans ont manifesté contre leurs régimes dictatoriaux, et les noirs d'Afrique du Sud se sont soulevés contre l'apartheid à la fin des années 80 ; et les habitants des pays d'Europe de l'Est ont rejeté le communisme en 1989-1990. Est-ce que tous ces mouvements faisaient partie du même phénomène mondial ou étaient le fait d'actions dispersées et indépendantes les unes des autres ?

A — Répertoire des actions collectives

Il existe plusieurs moyens de savoir si une recrudescence des actions collectives annonce une vague d'agitation à l'échelle de la planète. L'une des approches les plus prometteuses à cet égard tient à l'invention et à la diffusion d'un nouveau répertoire des moyens de contestation¹⁴. Les actions collectives ne sont violentes, contingentes et anarchiques qu'en apparence. Chaque forme d'action collective nous apprend comment les mêmes personnes – ou leurs ancêtres – ont agi auparavant, quels types d'actions sont susceptibles de sensibiliser les autorités, et comment se présentent les occasions et les contraintes sur le plan tactique.

Pour savoir si une nouvelle vague d'agitation internationale a commencé et est appelée à durer, on peut également aller au-delà de l'incidence des actions collectives et se demander si elles sont caractérisées par de nouveaux éléments ou par les mêmes éléments, et si elles se répètent dans un certain nombre de contextes géopolitiques. (Bien entendu, nous ne pouvons raisonner ainsi que si nous voulons faire une analyse empirique des formes d'action collective, parce que nous ne nous contentons pas d'une approche générique du problème¹⁵).

Par exemple, à la fin du dix-huitième et au début du dix-neuvième siècle, de nouvelles formes d'action collective et de nouveaux types de revendications sont apparus et se sont rapidement répandus en Occident. Les révolutions française et américaine ont compté parmi les exemples les plus marquants de cette «révolution Atlantique»¹⁶. Il semble que ces événements aient eu une incidence sur les rapports entre les contestataires et les autorités partout en Europe, et que cette incidence se soit étendue – en même temps que les conquêtes, le commerce et le colonialisme – aux Amériques, à l'Asie et à l'Afrique.

14. Voir Tilly, Tilly et Tilly, 1975, pp. 48-55 ; Charles Tilly, 1978, chap. 5 et Tilly, 1983, pour connaître l'évolution de ce concept.

15. C'est la raison pour laquelle l'approche déductive de l'action collective, préconisée par Olson et par d'autres économistes, ne permet pas de régler notre problème. À propos de cette approche, voir Mancur OLSON, *The Logic of Collective Action*. Cambridge Mass., Harvard University Press, 1965. Pour avoir un résumé des méthodes empiriques qui ont permis par la suite d'utiliser et de modifier la théorie d'Olson, voir l'introduction de KLANDERMANS, KRIESI et TARROW, dir., *From Structure to Action*, International Social Movement Action I, 1988.

16. Jacques GODECHOT, *Les Révolutions, 1770-1799*, Paris, PUF, 1963 et R.R. PALMER, *The Age of the Democratic Revolution*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1965 sont les personnes qui se sont prononcées le plus clairement en faveur de la thèse selon laquelle un seul mouvement révolutionnaire a balayé l'Occident à la fin du XVIII^e siècle. Par contre, les partisans de la «nouvelle» histoire culturelle, très populaire actuellement, insistent sur l'importance cruciale de la Révolution française et ne mentionnent pas la thèse de Godechot et Palmer, mais ne la rejettent pas non plus.

La révolution se caractérisait surtout par les formes de contestation auxquelles les gens avaient recours. Les barricades, les insurrections armées, les pétitions collectives, les manifestations organisées et les grèves ont toutes fait leur apparition à cette époque. En outre, les groupes organisés avaient plus de facilité à entretenir longtemps des rapports antagonistes avec les autorités politiques, dans le cadre de ce que Charles Tilly appelle le «mouvement social national». Plutôt que de «résister à ce que leur imposaient les structures nationales, en particulier l'État», comme l'avaient fait les générations précédentes pendant près de deux siècles, les gens se sont mis à «revendiquer le droit d'exploiter ces structures nationales¹⁷».

Non seulement l'action collective s'est généralisée et a gagné en autonomie au cours de la première moitié du dix-neuvième siècle, mais elle est devenue *modulaire*. Facilitées par la création de grands États-nations qui revendiquaient la souveraineté absolue sur leur territoire, et par le recours aux imprimés et la constitution d'associations, les mêmes formes d'action collective qu'utilisait un groupe donné d'intervenants au nom de revendications précises ont été reprises par d'autres groupes, qui les ont utilisées pour revendiquer toute autre chose¹⁸. Grâce à des outils comme les pétitions de masse, les manifestations et la grève, une nouvelle gamme d'interventions générales, indépendantes et modulaires s'est répandue en Occident, puis à l'échelle de la planète.

Cette modification des répertoires peut être illustrée par l'invention et la multiplication des barricades. Lorsque Tocqueville a vu se dresser les premières barricades à Paris en 1830, c'était pour lui un signe d'agitation profonde, à un moment où la ville tout entière lui rappelait un «énorme chaudron en ébullition». Lorsqu'il en a vu apparaître d'autres en février 1848, il a constaté qu'elles «étaient construites avec soin par un petit nombre d'hommes qui travaillaient méticuleusement - non pas comme des criminels craignant de se faire arrêter *in flagrante delicto*, mais comme des ouvriers consciencieux qui voulaient que leur travail soit fait vite et bien¹⁹».

17. *The Rebellious Century*, *op. cit.* pp. 48-49. Dans les propos qu'il a tenus plus tard, Charles Tilly a établi une distinction plus nette entre le passage de l'action collective à l'association (qui a certainement accompagné la modification des répertoires), et l'éventualité d'un passage de l'action collective mue par un esprit de concurrence et de réaction à l'intervention proactive - théorie qu'il a par la suite écartée. C'est ce que William Sewell appelle la «téléologie» de Tilly, dans un texte critique intéressant. J'ai procédé à une étude comparative de leurs approches dans l'article intitulé «Collective Action and the Rise of the Social Movement: Why the French Revolution Was not Enough», à paraître dans *Politics and Society*, 1993.

18. Le concept du répertoire modulaire est décrit plus en détail dans un ouvrage en cours de rédaction, intitulé «Power in Social Movement: Social Movements, Collective Action and Revolution». Il m'a été inspiré par les réflexions de ma collègue Benedict ANDERSON, dans *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism* (édition de 1991).

19. A. TOCQUEVILLE, *Mémoires*, 1987, p. 39.

En 1848, la France n'était pas vraiment en avance sur ses voisins. À la fin du « printemps des peuples », des barricades sont apparues dans des endroits aussi éloignés que Madrid et Lisbonne, Milan et Messina, Berlin et Vienne. En Sicile, c'était pour réclamer l'indépendance de Naples, à Vienne, pour réclamer une constitution, à Milan et à Venise, pour expulser les Autrichiens, et dans les petites villes de la vallée du Po, pour réclamer l'annexion au Piémont. Tout comme la révolution elle-même, les barricades étaient devenues le signe avant-coureur d'une nouvelle vague d'agitation²⁰. Il est une réalité qui pourrait donner du crédit à la théorie de Rosenau, selon laquelle une longue période d'agitation vient de commencer : la façon dont les gens se battent pour le pouvoir et pour de nouvelles politiques est en train de changer tout aussi radicalement.

B — Le répertoire du vingtième siècle

Notre siècle a certainement apporté sa contribution au répertoire de grèves, de marches et de manifestations que nous connaissons déjà, en y ajoutant ses propres caractéristiques. Mais la plupart de ces changements ont été progressifs et résultaient d'un dialogue de longue haleine, et souvent changeant, entre les responsables des actions collectives et leurs opposants, dialogue qui s'est installé au cours de plusieurs cycles importants et de nombreux cycles mineurs de protestation.

Par exemple, une fois inventées, les grèves se sont multipliées, au cours d'une longue période d'essai et d'expérimentation. Lorsque les employeurs ont réalisé qu'ils pouvaient mettre fin à une grève en imposant un lock-out à leurs ouvriers, l'occupation des usines est venue s'ajouter au répertoire des moyens dont disposait la classe ouvrière. Lorsque les barricades ont commencé à céder devant l'artillerie moderne, on a inventé la guérilla urbaine. Lorsque celle-ci s'est également avérée inefficace, les insurgés se sont réfugiés dans les montagnes et ont inventé la guerre civile. Au fil d'un dialogue difficile entre les opposants, les autorités et les observateurs, le répertoire du dix-neuvième siècle a évolué vers les modèles que l'on connaît aujourd'hui.

La période qui a commencé au début des années 60 a été marquée par une nette augmentation du nombre de conflits en Europe et en Amérique. Voyez comment Pierre Favre décrivait une journée comme les autres de mars 1989 dans les rues de Paris :

20. Pour une analyse plus détaillée de l'apparition de cette vague d'agitation, des formes de contestation et des divers événements qui ont marqué ces années, voir Sidney TARROW et Sarah SOULE, «Acting Collectively, 1847-49: How the Repertoire of Collective Action Changed and Where it Happened», présenté lors de la conférence annuelle de la Social Science History Association, à La Nouvelle-Orléans (Louisiane), du 31 oct. au 3 nov. 1991. Le numéro spécial de *Theory and Society* 12 (1983), publié par Marc Traugott, décrit de manière intéressante la crise qui a frappé l'Europe au milieu du dix-neuvième siècle.

Le 8 mars, en fin de matinée, répondant au mot d'ordre de l'Inter-syndicale nationale des internes, des chefs de clinique et des assistants des hôpitaux universitaires, un millier de manifestants se rassemblent place de l'Opéra. Ils déploient de nombreuses banderoles, se forment en cortège... atteignent vers 15 heures la place Vauban, à proximité du ministère de la Santé. Trois heures auparavant, aux abords du même ministère, c'est une centaine d'autres manifestants dotés de deux véhicules de sonorisation qui avaient stationné sur cette même place Vauban à l'appel de l'Union fédérale CGT des médecins, ingénieurs et cadres. Après avoir écouté leurs délégués, les manifestants gagnent la place de la République, point de départ d'une manifestation CGT plus importante. L'animation revendicatrice dans la capitale... ne se limitait pas à ces trois manifestations, puisque trois autres rassemblements... s'étaient formés le matin en différents points de Paris: devant la direction régionale de l'EDF... devant le ministère de la Santé encore... devant les locaux des Nouvelles messageries de la presse parisienne²¹.

C — Contestation et convention

Ces exemples ne nous montrent pas seulement à quel point les manifestations se sont multipliées dans les années 80; ils nous indiquent aussi qu'elles sont de plus en plus *conventionnelles*. Voyez le diagramme proposé par Favre (Figure 2), qui représente le «moment manifestant». On connaît désormais aussi bien les parties en présence que l'on connaissait jadis les personnages d'une moralité médiévale: les personnalités qui conduisent la marche et les organisateurs; les membres du service d'ordre, chargés de contrôler les mouvements de foule; les forces de l'ordre, qui font face aux manifestants; les spectateurs présents tout le long du parcours; et les médias à l'intention desquels l'événement a été en partie mis en scène.

Lorsqu'une forme d'action collective devient à ce point rodée qu'il est facile de la schématiser, nous devons nous demander si elle relève encore de la catégorie des «agitations» ou si elle fait désormais partie du répertoire conventionnel des moyens de participation. Par exemple, les manifestations organisées à Washington D.C. depuis le début des années 60 sont devenues tellement conventionnelles que les forces de police du District [de Columbia] organisent des séminaires à l'intention des organisateurs afin de leur expliquer comment gérer une manifestation en évitant les débordements. Ainsi que l'écrivait Kafka:

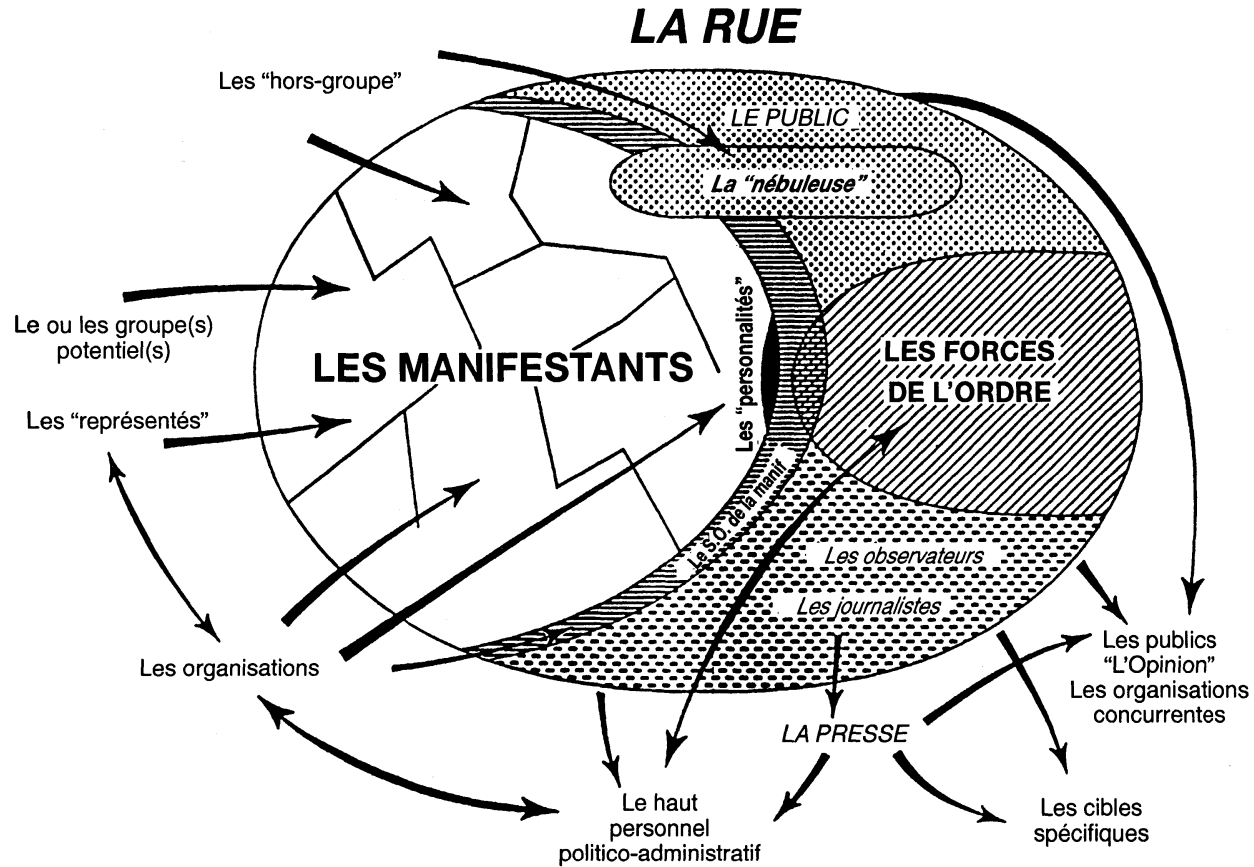
«Les léopards pénètrent dans le temple et boivent jusqu'à la lie dans les urnes sacrificielles; cette situation se répète à l'infini, au point que l'on peut la prévoir à l'avance, et qu'elle finit par faire partie de la cérémonie²²».

21. Pierre FAVRE, *La manifestation*. Paris. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, pp. 11-12.

22. F. KAFKA, *Parabols and Paradoxes*, Duel Language Edition, New York, Schockun Editor, 1937, pp. 92-93.

FIGURE 2

Le moment manifestant



D — *Sit-in*

Qu'y a-t-il de nouveau dans le répertoire des actions collectives depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale? Le principal élément qui est apparu au cours de cette période a été la pratique de la résistance non violente. Aidée par la multiplication des médias audiovisuels (certains diraient même pour *la plus grande joie* de ceux-ci) et par le fait que les gouvernements tenaient de moins en moins à ce que le monde entier voie leurs forces de police battre des manifestants pacifistes, les actions collectives non violentes sont devenues un moyen de pression de plus en plus populaire à travers le monde.

La principale innovation a été l'apparition du «*sit-in*», variante des tactiques de résistance non violente pratiquées contre l'Empire britannique par les nationalistes indiens à partir des années 30. Une fois repris par les responsables du mouvement de défense des droits civiques aux États-Unis, le *sit-in* s'est rapidement généralisé, du *sit-in* dans les cafétérias ou dans les stations d'autobus au *sit-in* dans les immeubles administratifs des universités, les bureaux de l'aide sociale et, avec quelques variantes, devant les cliniques pratiquant l'avortement. La pratique du *sit-in* est devenue un moyen de pression stratégique, général et modulaire contre les parties adverses, dans un contexte où les États libéraux étaient des alliés potentiels et où les partisans convaincus restaient dans l'ombre mais montaient parfois au créneau²³.

Notez que j'ai utilisé le terme neutre «*action collective non violente*» plutôt que le terme «*résistance non violente*». Je l'ai fait parce que (n'en déplaise à James Scott²⁴), la plupart des manifestants non violents ne «*résistent*» pas à qui que ce soit sur le plan physique: ils *s'en prennent* délibérément et pacifiquement à leurs opposants, aux représentants de l'élite ou aux pratiques qu'ils contestent en utilisant la tactique ingénieuse qui consiste à avoir l'air de n'attaquer personne. Dans l'esprit de Scott, le terme «*résistance*», qui semble uniquement descriptif, désigne en réalité une lutte, et illustre le deuxième facteur le plus important qui contribue

23. Il est un autre exemple, beaucoup moins réjouissant. En faisant des détournements d'avions et des enlèvements politiques leurs outils de chantage international, les groupes terroristes ont frappé les services secrets occidentaux là où ils étaient le plus faible: la protection des citoyens non armés.

24. Voir James SCOTT, *Weapons of the Weak*, New Haven, Yale University Press, 1985; sans tenir compte de la signification que l'on reconnaît à ce terme, il décide de qualifier de «*résistance*» les actes individuels de sabotage de bas étage, de médisance et de grève du zèle (voir p. 29). Il y a longtemps (1972), Scheler a vu dans ces comportements un signe de «*ressentiment*». Scott a découvert un aspect important, et cependant peu étudié, de la contestation non collective; il s'agit des formes individuelles de lutte des classes. Il n'a malheureusement pas rendu service au domaine des sciences sociales en faisant du terme «*résistance*» (qui symbolise la lutte collective) l'expression du mécontentement individuel.

aujourd'hui au répertoire des actions collectives : il s'agit de la « désignation » des sujets, des pratiques et des objets²⁵.

E — Établissement de cadres et redésignation

Voyons de quelle façon le mouvement de défense des droits civiques et le mouvement féministe ont modifié les différentes désignations. En appliquant la théorie (qui présente des failles sur le plan logique, mais est politiquement plausible) selon laquelle « on devient ce dont on est qualifié », les leaders des divers mouvements et les bâtisseurs de la culture ont désigné les Américains de couleur de plusieurs façons depuis les années 60, fait du mot victorien « dame » (*lady*) un simple épithète, pour lui préférer le mot « femme », plus neutre, et créé, pour désigner les descendants d'immigrants, toute une gamme de mots hybrides dans lesquels leurs grands-parents ne se reconnaissaient pas.

On observe le même phénomène, dans un registre inverse, à propos du terme « émeute », utilisé indifféremment dans les années 60 pour désigner les *sit-in* de pacifistes dans les universités ou les marches et manifestations de rues, alors décrits comme des agressions contre la vie privée et la propriété. Les explosions de violence survenues dans les ghettos au cours des étés de 1966 et 1967 ont marqué un tournant dans les modes de désignation utilisés : à partir de ces années-là, même les opposants à la guerre du Vietnam, de plus en plus nombreux, qualifiaient les manifestants pacifistes d'« émeutiers ». L'exemple des « émeutes » nous montre que l'établissement de cadres et de nouvelles désignations n'est indépendant des événements réels qu'en apparence, en dépit des espoirs et des revendications des leaders des mouvements contestataires. Lorsqu'un événement survient, le fait de lui attribuer un nom établit un cadre pour le processus en question ou les acteurs qui y participent, ce qui peut instaurer une connotation positive ou négative pour les années à venir²⁶. C'est seulement

25. Il est intéressant de constater que cette pratique n'a apparemment suscité aucune discussion théorique ou conceptuelle dans les très nombreux ouvrages consacrés aux mouvements féministes, bien que de nombreux spécialistes la considèrent comme cruciale. Pour avoir un exemple emprunté à l'église catholique américaine, voir QUINONEZ et TURNER, *The Transformation of the American Catholic Sisters*, Philadelphia, Temple University Press, 1992. Voir aussi le travail à venir de Mary KATZENSTEIN, qui porte sur la « mobilisation non obstructive. » « Liberating the Mainstream Unobtrusive Mobilization » ainsi que « Feminism within American Institutions: Unobtrusive Mobilization in the 1980s », *Signs*, vol. 16, pp. 27-54.

26. Pour une analyse des liens complexes et ambigus entre l'action collective et l'établissement de cadres, voir mon article « Mentalities, Political Culture and Collective Action Frames », in Aldon MORRIS et Carol McMUELLER, dir., *Frontiers in Social Movement Theory*. New Haven et London, Yale University Press, pp. 174-202. Je me suis inspiré des travaux de David SNOW et de ses collaborateurs sur les modèles d'action collective. Voir D. SNOW, et al., « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 1986, vol 51, pp. 464-481. SNOW et ROBERT BENFORD, « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », in Bert KLANDERMANS, Hanspeter KRIESI et Sidney TARROW, dir., *From Structure to Action*, pp. 197-217 et « Master Frames and Cycles of Protest », in MORRIS et MUELLER, *op. cit.* pp. 133-155.

lorsqu'un mouvement peut définir ses symboles dans le respect des conventions sociales que l'hégémonie peut donner lieu à la «contre-hégémonie». L'action collective permet d'établir un cadre à de nouvelles pratiques et de redessiner d'anciennes pratiques, de manière à influencer sur les politiques populaires à venir.

De nombreux processus d'établissement de cadres se contentent d'élargir les cadres de référence existants, mais d'autres imposent un ensemble de significations entièrement nouvelles et tout à fait justifiées. Par exemple, l'adoption de l'expression courante «Français de souche» en France au cours de la dernière décennie (marquée par la progression des mouvements racistes et xénophobes) n'est pas le fait du hasard. C'est le moyen qu'ont trouvé les Français respectables pour affirmer sans vraiment le dire que «blanc, c'est bien» et que «noir, c'est mal», réunissant ainsi dans un cadre linguistique simple les concepts de racines, de lignée, de peuple fondateur, d'ascendance et d'âge.

Mais pourquoi ce processus d'établissement de cadres et de redésignation est-il si important à notre époque? La réponse est la suivante: tandis que la construction sociale a toujours été le produit d'actions collectives, la communication de masse et la diffusion rapide de l'information en font un outil de lutte collective particulièrement efficace et qui est en constante évolution. Lorsque les leaders des mouvements de masse peuvent contrôler le processus ou avoir une incidence sur celui-ci par l'utilisation stratégique de l'action collective, ils peuvent créer un consensus à long terme autour de leurs objectifs.

F — Mondialisation de la télévision

Voilà qui nous amène à l'une des affirmations les plus importantes de Rosenau: la «mondialisation de la télévision» est l'une des causes de la vague montante d'agitation à l'échelle du globe. L'établissement de cadres et de nouvelles désignations sont des processus utilisés depuis bien longtemps, mais la télévision en a fait augmenter la fréquence et l'impact; elle fait jouer aux spécialistes de la communication un rôle unique d'intermédiaire entre les autorités et les contestataires, puisque ce sont eux qui établissent de nouveaux cadres et de nouvelles désignations pour l'action collective. Les activistes des divers mouvements des années 60 ont rapidement réalisé la nouvelle possibilité qui s'offrait à eux: en organisant des manifestations qui s'inscrivaient dans la logique et dans la programmation des médias, ils espéraient rallier le public à leur opinion et faire pression sur les élites de manière plus efficace que par la mobilisation des masses ou par l'usage de la violence²⁷.

27. Todd GITLIN, *The Whole World is Watching*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1980.

Dans le même ordre d'idées, les médias ont cherché à capter l'intérêt des téléspectateurs en montrant surtout les actes violents entre manifestants et forces de l'ordre, mais cet outil qui leur permettait d'influencer l'opinion du public risquait de nuire au mouvement dont ils décrivaient les activités. La mondialisation de la télévision facilitera sans doute la diffusion rapide à l'échelle de la planète de l'information relative aux actions collectives, mais elle ne risque pas de générer une recrudescence de l'agitation. En effet, le fait d'assister en direct à un événement ne donne pas nécessairement l'idée de se comporter de la même façon.

Toutefois, la télévision a bel et bien un effet de diffusion, puisqu'elle synthétise les causes et les structures extrêmement variées des conflits afin de les adapter facilement à la diffusion sur le petit écran, dans des reportages de quelques minutes. Les Serbes et les Croates vivent une situation et expriment des exigences qui n'ont sans doute rien à voir avec celles des Azéris et des Arméniens ; mais la façon dont la télévision relate les conflits armés peut avoir une incidence sur ces derniers, peu importe les caractéristiques du conflit serbo-croate. La télévision intensifie le rapport émotionnel entre le petit écran et les téléspectateurs. Les actions collectives y sont décrites comme quelque chose de plutôt ordinaire.

III – Europe de l'Est : L'apparition d'un nouveau répertoire ?

L'ouvrage provocateur de Rosenau est paru au moment où les événements tumultueux de 1989 ont provoqué l'incroyable vague de changements qui a conduit au démantèlement de l'Union soviétique et de son empire. Peut-on considérer que les événements exceptionnels survenus en Europe de l'Est et en Union soviétique marquent le début d'une nouvelle vague d'agitation internationale, ou qu'ils vont simplement s'inscrire dans un cycle de protestation de plus courte durée, à l'image de ce qui s'est produit en 1848 ?

Ironiquement, il existe une symétrie entre l'édification des barricades en 1848 et la chute du Mur de Berlin 140 ans plus tard. C'est à partir de la tradition révolutionnaire, exprimée pour la première fois sur les barricades, que s'est développé le système socio-économique qui a été à l'origine du Mur (à travers plus d'un siècle de revirements et de distorsions). De la France républicaine à la Russie bolchévique, en passant par l'Allemagne social-démocrate, ce qui était autrefois une tradition d'insurrection s'est transformé en un système répressif, de la même façon que la barricade, autrefois constituée d'une pile de pierres élevées pour protéger les citoyens contre la police, est devenue le symbole concret de l'oppression menée par l'État policier.

Mais ce qui frappe le plus à propos des événements récents d'Europe de l'Est, c'est leurs similitudes avec les mouvements de contestation qui se sont multipliés en Occident au cours des deux dernières décennies, observée au niveau du type d'événement et des tactiques utilisées. Lorsqu'en

octobre 1989, une foule de jeunes Berlinois s'est rassemblée devant le Mur qui séparait la ville en deux depuis le début des années 60, cela avait l'air d'une manifestation organisée à l'Ouest. Si, en 1848, les manifestants étaient vêtus de la tunique de la classe ouvrière française, les jeunes Berlinois portaient pour leur part des jeans, qui sont désormais l'uniforme international de la jeunesse ; au lieu de chanter la Marseillaise, ils dansaient sur la musique d'un groupe rock ; au lieu de dresser des barricades, ils ont détruit un mur.

D'une certaine manière, ce que nous avons vu à Berlin n'était que l'expression d'une uniformisation culturelle très marquée qui touche la jeunesse urbaine à travers le monde depuis les années 60. Par les vêtements qu'ils portent, la musique rock qu'ils écoutent, les sports qui les intéressent, les héros qu'ils admirent et – pour reprendre les propos de Ronald Inglehart – leurs valeurs postmatérielles de plus en plus importantes²⁸, les jeunes semblent avoir instauré une véritable culture internationale. Si cette culture vient à s'exprimer à travers un répertoire commun de moyens de contestation, il se pourrait bien que nous entrions dans une nouvelle phase d'agitation internationale.

Le fait que les jeunes aient envahi la place Tienanmen, la place Wenceslas ou la Potsdammplatz à quelques mois d'intervalle ne veut-il pas tout simplement dire que les jeunes des différents pays ne sont plus aussi différents les uns des autres que l'étaient leurs parents ? Ou, à l'ère des reportages retransmis en direct par satellite, les manifestants que l'on voit à la télévision ne sont-ils pas à l'image des téléspectateurs, toutes leurs revendications et protestations étant résumées en un reportage éclair de trente secondes ? Il existe une troisième hypothèse, inspirée des conflits interethniques qui fait rage depuis peu dans les Balkans et dans les territoires non russes de l'ex-Union soviétique : lancer un cycle de protestation, ce n'est pas seulement copier ce que font les autres, mais également saisir les occasions politiques pour attaquer ses ennemis. À cet égard, il est un exemple plus ancien, qui est tout aussi révélateur.

A — 1848 et 1989

La révolution de 1848, qui (comme les événements de 1989) était axée au départ sur les symboles de liberté, a débouché sur un conflit ethnique et sur une lutte armée. Le mouvement *quarantotto* italien était plus un mouvement de libération anti-autrichien qu'une lutte pour la démocratie. Les Magyars, libérés depuis peu de la tutelle autrichienne, ont contribué à l'échec de la révolution de Vienne en refusant de venir au secours des Autrichiens libéraux. Et c'est finalement l'armée russe qui est intervenue

28. Ronald INGLEHART, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press 1990.

pour mettre fin à la révolution hongroise (nous supposons aujourd'hui que ce genre de situation ne devrait plus jamais se reproduire).

Tout comme l'année 1989 a été marquée par le retour de l'antisémitisme, de la répression contre les gitans et du conflit qui oppose les chrétiens et les musulmans, la libération du pouvoir autocratique survenue en 1848 a ouvert la porte à ceux dont les idéaux n'avaient rien de libéral. Durant la révolution allemande de 1848, le cri de ralliement le plus courant était «*Juden raus!*». Et après s'être rapidement libérés de la tutelle autrichienne, les insurgés hongrois n'ont pas tardé à faire volte-face et à opprimer à leur tour les Serbes vivant sur les territoires qu'ils contrôlaient.

Le passage des insurrections urbaines, menées au nom de la liberté, aux conflits interethniques, puis à la lutte armée, a permis un retour à l'autocratie. En 1851, à l'exception de la Belgique, où les changements avaient donné naissance à un régime parlementaire, et de l'Angleterre, où la violence était circonscrite en Irlande, les pouvoirs établis sont revenus en force à la tête des pays d'Europe. Le cycle de violence que connaissent actuellement l'ex-Union soviétique et l'Europe de l'Est risque d'être tout aussi court ; la démocratie n'en sortira sans doute pas renforcée, et les luttes ethniques seront toujours présentes.

Conclusion

En étudiant les cycles de recrudescence et de diminution de l'agitation au cours des trois dernières décennies, nous avons constaté qu'il n'y a pas eu d'escalade des conflits à l'échelle de la planète, mais plutôt une modification de l'ampleur et des orientations des actions collectives, dont les hauts et les bas ont été rythmés par ceux de la lutte politique. Pour les habitants de l'Europe de l'Est, de nouvelles occasions politiques se sont présentées à la suite des événements de 1989. Mais de nouvelles contraintes, sans doute plus subtiles et plus spécifiques à chaque pays que ne l'étaient celles des anciens États socialistes, ont fait leur apparition.

Selon les spécialistes de la recherche sur les mouvements sociaux, la leçon à tirer est claire. Si nous voulons demeurer au fait des changements marquants que connaît notre monde à l'heure actuelle, nous devons axer nos recherches sur d'autres facteurs que les capacités et les ressources individuelles, qui peuvent être mesurées par les données ponctuelles fournies par les sondages, et apprendre plutôt comment établir des liens entre les actions collectives et les occasions et les contraintes qui naissent de la lutte politique.

[Traduit de l'anglais]